

## Un tissu économique diversifié dans l'ensemble de la région

L'Ile-de-France concentre 25 % des emplois et 30 % des rémunérations de France métropolitaine. Au 31 décembre 2004, les établissements franciliens offraient 5,2 millions d'emplois et ont ainsi versé 164 milliards d'euros de salaires bruts sur l'ensemble de l'année. Au sein de la région, métropole internationale, des zones sont spécialisées sur des secteurs à forte valeur ajoutée employant une main-d'œuvre qualifiée. Un tiers des emplois et des salaires franciliens sont domiciliés à Paris.

François BLIN et Nathalie GUILLON DESHAYES  
Service statistique

**F**in 2004, en Ile-de-France, les emplois salariés se répartissent de façon assez équilibrée entre Paris, la petite couronne et la grande couronne (respectivement 32 %, 36 % et 32 %), mais les salaires versés sont plus faibles en grande couronne qu'à Paris ①. L'économie de la région capitale est très diversifiée et le poids

relatif des trois sphères d'activité, résidentielle, productive ou publique caractérise les différentes zones (⇒■ Définitions).

### A Paris, un salarié sur deux travaille dans l'économie résidentielle

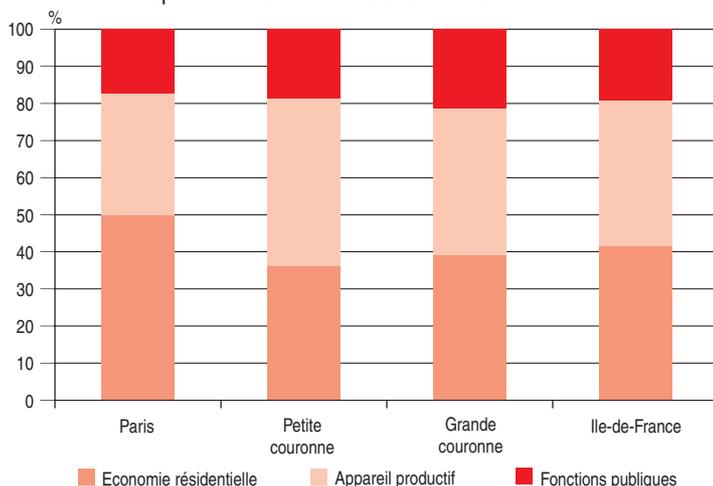
Comme dans la plupart des régions, c'est l'économie résidentielle qui emploie le

plus grand nombre de salariés (2,1 millions) en Ile-de-France. A Paris, la moitié d'entre eux travaillent dans cette sphère d'activité qui inclut notamment les activités financières, les services aux particuliers, le transport de voyageurs et le commerce de détail ②. Cette forte proportion s'explique, d'une part, par l'implantation dans la capitale de grands

#### ① La masse salariale versée à Paris plus importante qu'en grande couronne

	Nombre d'établissements employeurs	Effectifs au 31 décembre	Rémunérations brutes (en milliards d'euros)
<b>Paris</b>	<b>146 900</b>	<b>1 649 300</b>	<b>54,8</b>
Hauts-de-Seine	43 300	915 500	35,1
Seine-Saint-Denis	33 300	510 500	14,1
Val-de-Marne	32 000	476 900	13,2
<b>Petite couronne</b>	<b>108 600</b>	<b>1 902 900</b>	<b>62,4</b>
Seine-et-Marne	29 300	389 500	9,8
Yvelines	31 600	491 500	15,1
Essonne	25 600	396 000	11,4
Val-d'Oise	23 500	369 300	10,3
<b>Grande couronne</b>	<b>109 900</b>	<b>1 646 300</b>	<b>46,6</b>
<b>Ile-de-France</b>	<b>365 400</b>	<b>5 198 500</b>	<b>163,8</b>

#### ② Un salarié sur cinq travaille dans les fonctions publiques\* Répartition des effectifs salariés selon la sphère d'activité de l'établissement



\*La sphère publique regroupe les emplois relevant des trois fonctions publiques : hospitalière, territoriale et d'Etat.

établissements de cette sphère (RATP, SNCF, BNP, Banque de France...) et, d'autre part, par celle d'une multitude de petits établissements. Ainsi, plus de 200 000 personnes travaillent dans un établissement de l'économie résidentielle de moins de 10 salariés. Les rémunérations distribuées dans cette sphère ne pèsent que 45 % dans les salaires versés à Paris, car une partie de ces emplois est à temps partiel ou peu qualifiée.

Deux autres zones de la région se distinguent par le poids important de l'économie résidentielle : autour de Roissy avec le transport aérien et de Lagny-sur-Marne avec le parc de loisirs Eurodisney.

## Définitions

### ■ Les 3 sphères d'activité :

L'**appareil productif** est composé de l'industrie, des services aux entreprises, de la logistique et plus généralement des établissements dont l'activité économique déborde du niveau local ;

L'**économie résidentielle** correspond aux services à la population dès lors qu'ils ne sont pas rendus par l'une des trois fonctions publiques. Elle inclut également le secteur de la construction, la Poste, la SNCF et Air France ;

Les **fonctions publiques** regroupent la fonction publique hospitalière, territoriale et d'Etat.

### ■ Zonage :

Le territoire francilien a été découpé en intercommunalités (EPCI) quand elles existent et en communes sinon. Les 103 EPCI de la région concentrent près de 40 % des salariés de la région. On obtient ainsi 539 entités qui ont été classées en trois catégories, selon le type d'économie surreprésenté dans l'emploi : appareil productif, économie résidentielle et fonctions publiques. Ces résultats ont été obtenus par classification ascendante hiérarchique.

**Etablissement public de coopération intercommunale** : les EPCI sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité », notamment ceux relatifs au développement économique. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

## La sphère « appareil productif » très présente dans les Hauts-de-Seine

Les activités productives sont majoritairement représentées dans la petite couronne, plus particulièrement dans les Hauts-de-Seine (La Défense, autour de Boulogne et Issy-les-Moulineaux). Ce département regroupe 13 % des établissements franciliens de cette sphère. Ils offrent 25 % des postes et 29 % des rémunérations. Cette différence s'explique par la présence de sièges sociaux et d'établissements de grands groupes appartenant à des secteurs à forte valeur ajoutée (Renault, Total, Thalès, Ernst & Young, Cap Gemini...). En effet, dans les Hauts-de-Seine, 47 % des salariés de cette sphère sont des cadres.

En grande couronne, deux zones sont très spécialisées dans des activités de l'économie productive : autour de Saclay et Orsay où sont implantés le Commissariat à l'énergie atomique et d'importants centres de recherche, et à Poissy dépendante de l'industrie automobile.

## Un salarié francilien sur cinq travaille dans les fonctions publiques

Avec un salarié sur cinq travaillant dans les fonctions publiques (d'Etat, hospita-

lière ou territoriale), l'Ile-de-France se situe sous la moyenne nationale (23 %). La différence est encore plus forte en termes de masse salariale versée : les fonctions publiques franciliennes versent 16 % des rémunérations, contre 23 % au niveau national. Cet écart provient du niveau des salaires versés par le secteur privé, plus élevés en Ile-de-France qu'en province, alors que les salaires des fonctions publiques sont relativement homogènes sur le territoire.

La fonction publique d'Etat est le principal employeur public à Paris (55 % des emplois publics), du fait de la présence de nombreux ministères, et en grande couronne (environ 40 % dans chaque département). Dans le Val-de-Marne, la fonction publique hospitalière représente un quart des emplois publics. Cinq grands hôpitaux, employant chacun plus de 2 000 personnes, sont implantés dans ce département.

## Des profils d'employeurs contrastés dans la région

Paris, La Défense et le secteur Boulogne, Issy-les-Moulineaux concentrent plus de la moitié des postes et des salaires versés de la région.

## CLAP, un nouvel outil pour la connaissance des emplois et des rémunérations au niveau local

Le dispositif national « Connaissance locale de l'appareil productif » (CLAP) a été conçu pour mesurer annuellement l'emploi et les salaires au niveau local, en utilisant les données issues de plusieurs sources administratives.

CLAP rassemble à un niveau géographique fin et sur un champ complet des données sur la localisation des établissements employeurs, les effectifs employés, les rémunérations versées. Ces données sont disponibles par secteur d'activité sur l'ensemble de l'économie (marchande et non marchande), hors agriculture, personnels militaires dépendant du ministère de la Défense et emplois domestiques. Les non-salariés, comme les artisans et les professions libérales, ne sont pas comptabilisés.

CLAP vise la fourniture d'une information de qualité homogène sur l'ensemble du territoire au niveau du croisement zone d'emploi - NES114.

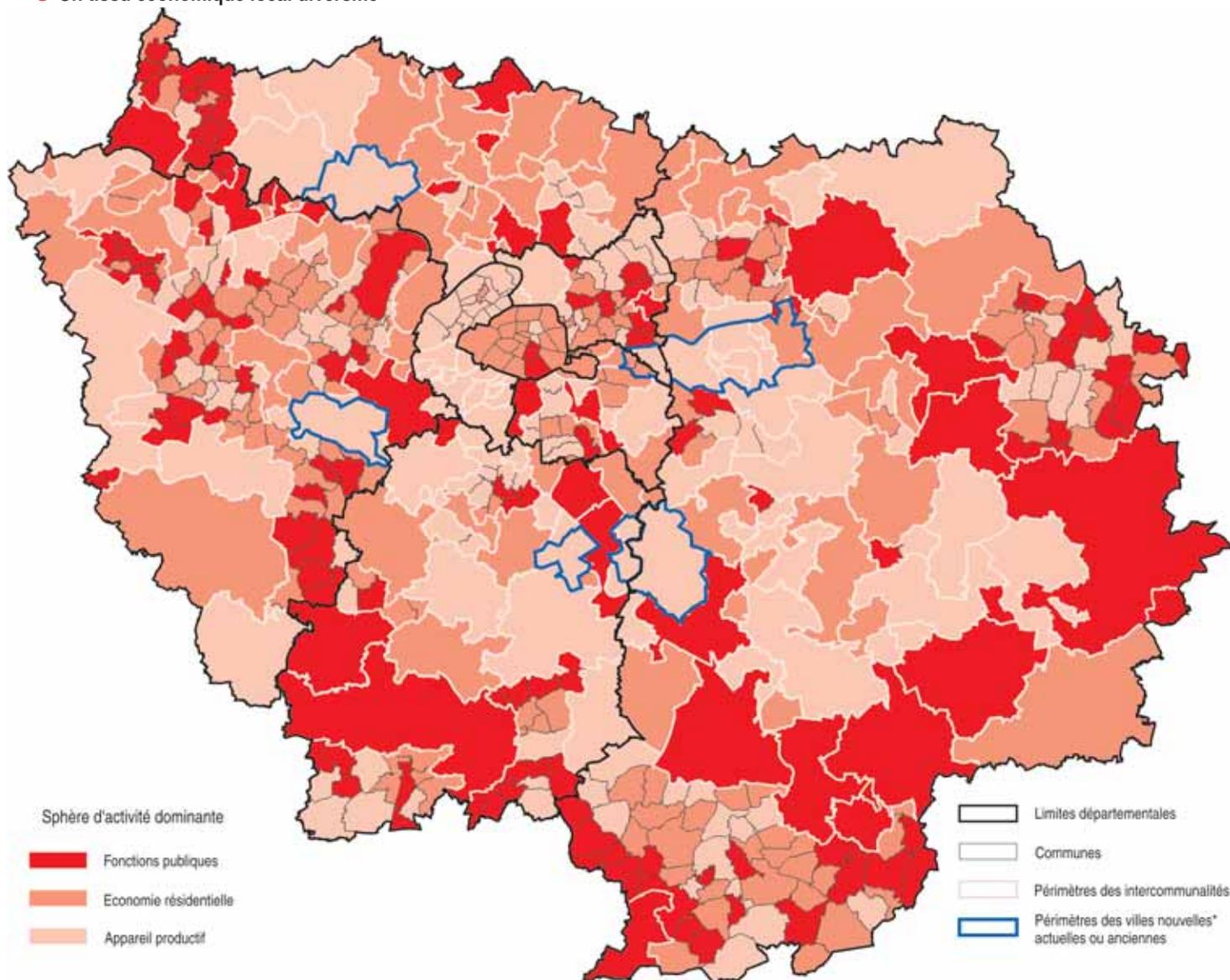
Dans cette étude, les établissements pris en compte sont uniquement les établissements employeurs.

Dans CLAP, l'emploi est mesuré au sens des « postes de travail » pourvus au 31 décembre par établissement employeur. Cette approche centrée sur la notion de « facteur travail » au sein du système productif ne se substitue donc pas aux estimations d'emploi centrées sur le nombre de personnes en emploi dans un territoire, leurs caractéristiques sociales et leurs trajectoires.

En Ile-de-France, ce dispositif national se substitue à un dispositif local réalisé auparavant tous les 3 ans depuis 1978 (Enquête Régionale sur l'Emploi - ERE). Comme CLAP, l'ERE avait pour objectif de fournir un niveau d'emploi ventilé selon des critères d'activité et de localisation détaillés. La dernière ERE portait sur les effectifs au 31 décembre 2000. Basée sur des principes similaires à ceux de CLAP et des concepts d'emploi assez proches, sur un champ comparable, elle utilisait cependant des sources de mise à jour différentes.

CLAP, de qualité homogène sur l'ensemble du territoire national, permet désormais la comparaison des régions entre elles et fournit simultanément de l'information sur les rémunérations.

### ③ Un tissu économique local diversifié



\*Seules Marne-la-Vallée et Sénart conservent encore leur statut de ville nouvelle.

Source : Insee, CLAP 2004

Dans les intercommunalités et communes situées en grande couronne, plus particulièrement aux pourtours est et sud de la région, la fonction publique est surreprésentée dans l'emploi (⇒ ■ Définitions).

Dans ces 155 intercommunalités ou communes, l'emploi public représente en moyenne 40 % de l'emploi salarié, soit vingt points de plus que pour l'ensemble de la région et 38 % des rémunérations distribuées ③. Ces collectivités représentent 15 % de l'emploi francilien (800 000 salariés) et ont un tissu productif comparable à celui des zones rurales des autres régions. La moitié d'entre elles accueille moins de 50 salariés sur leur territoire.

Les deux autres sphères d'activité, résidentielle et productive, sont d'importance

comparable. Les deux cents neuf intercommunalités ou communes pour lesquelles l'économie résidentielle est prépondérante emploient environ 2 millions de salariés, tandis que ce sont 2,3 millions qui ont un emploi dans les cent soixante quinze pour lesquelles l'appareil productif est surreprésenté. La répartition spatiale de ces collectivités est assez homogène sur le territoire, à l'exception des arrondissements parisiens majoritairement orientés vers l'économie résidentielle et des communes des Hauts-de-Seine centrées sur les activités productives.

Parmi les agglomérations dans lesquelles l'appareil productif prédomine, on trouve les anciennes villes nouvelles, Cergy-Pontoise, Evry et Saint-Quentin-en-Yvelines ou encore actuelles, Marne-la-Vallée et Sénart (⇒ ■ Zoom sur Saint-Quentin-en-Yvelines). Toutefois, dans

la partie est de Marne-la-Vallée (Val d'Europe) c'est l'économie résidentielle qui est la plus développée, en raison de l'implantation d'Eurodisney et d'un grand centre commercial.

#### Pour en savoir plus

**Basso C., Gaudron G., Morel B.** : « La répartition spatiale de l'emploi et des salaires en 2004 », *Insee première*, n° 1100, septembre 2006.

Sur le thème de la « Connaissance locale de l'appareil productif », plusieurs régions ont également publié un article disponible sur le site internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

## Zoom sur Saint-Quentin-en-Yvelines : 57 % des emplois dans la sphère productive

Au 31 décembre 2004, 94 000 emplois sont occupés dans la communauté d'agglomération et trois milliards et demi d'euros de rémunérations y ont été distribués au cours de l'année. La communauté regroupe sept communes : Elancourt (8 200 salariés), Guyancourt (30 200), Magny-les-Hameaux (3 800), Montigny-le-Bretonneux (29 700), Trappes (15 800), La Verrière (2 700) et Voisins-le-Bretonneux (3 700).

L'agglomération se distingue de l'ensemble du département des Yvelines par une prépondérance de la sphère d'activité productive. Celle-ci concentre 57 % des emplois de la communauté, contre seulement 44 % du département. Cette surreprésentation dans le tissu économique est encore plus nette en termes de masse salariale versée : plus de 65 % des salaires ont été distribués par les établissements de cette sphère (56 % pour l'ensemble des Yvelines et seulement 48 % au niveau régional). Cela s'explique principalement par la part importante de salariés saint-quentinois travaillant dans le secteur des services aux entreprises : 24 000 salariés, soit le quart des salariés de la communauté d'agglomération. Cette proportion n'est que de 17 % dans l'ensemble des Yvelines et de 21 % dans la région.

A *contrario*, les fonctions publiques sont moins présentes. Elles emploient seulement un salarié de l'agglomération sur dix, contre un salarié sur cinq dans le département.

La prépondérance des activités productives dans l'économie de la communauté se retrouve dans toutes les communes sauf à **La Verrière** où à peine 40 % des salariés sont employés par des établissements de cette sphère. En revanche, l'économie résidentielle, avec notamment l'implantation de l'Institut Marcel Rivière (centre de soins et de gériatrie de la MGEN), regroupe un salarié de cette commune sur deux. Ce taux est le plus élevé de l'agglomération.

Au-delà de l'apparente homogénéité des activités au sein de l'agglomération, le tissu productif des sept communes les différencie nettement les unes des autres à des niveaux plus fins de la nomenclature d'activités.

Ainsi, à **Guyancourt**, malgré le site du Technocentre Renault qui emploie près de 8 000 salariés, la sphère « appareil productif » est moins développée qu'en moyenne sur Saint-Quentin-en-Yvelines. Par comparaison à l'ensemble de l'agglomération, l'économie résidentielle y est même surreprésentée (36 % des effectifs contre 33 %) du fait, principalement, de la localisation du groupe Bouygues\*.

A **Montigny-le-Bretonneux**, les services aux entreprises sont nombreux (40 % des salariés de la commune). La ville concentre également la majorité des effectifs saint-quentinois du secteur « activités financières » (57,7 %).

A **Trappes**, les fonctions publiques sont relativement présentes (13 % des salariés de la commune) du fait de l'implantation de plusieurs établissements d'enseignement du second degré et d'un important centre de Météo France. Cependant, le tissu économique de la commune est très diversifié : 66 % des salariés du secteur des transports de l'agglomération travaillent dans la commune (SNCF, Les Cars Perrier, SERNAM), ainsi que 28 % de ceux du commerce, notamment automobile (Nissan, Fiat, Renault, Citroën) ou de machines (Volvo).

A **Elancourt**, la présence d'un grand établissement de Thalès, notamment, se traduit par un poids élevé des industries de biens d'équipement (44 % des effectifs), mais c'est aussi la commune de Saint-Quentin-en-Yvelines où la part des fonctions publiques est la plus forte (14 % des effectifs).

Le tissu économique de **Magny-les-Hameaux** se caractérise par l'implantation sur son territoire du siège d'Hilti France (entreprise de commerce de gros de machines) et d'un important établissement de SNECMA (industrie des biens d'équipement). Plus de 50 % des effectifs de la commune sont employés dans ces deux secteurs d'activité.

**Voisins-le-Bretonneux** est fortement marquée par les services aux entreprises (39 % des salariés de la commune), de par la localisation de plusieurs entreprises de nettoyage, de sécurité et de surveillance ou d'ingénierie.

\*toutes les entreprises du groupe Bouygues, classées dans le secteur de la construction, sont affectées à la sphère résidentielle.

### Les dix plus grands établissements employeurs de Saint-Quentin-en-Yvelines

Commune	Activité	Raison sociale	Effectif au 31/12/2004*
Guyancourt	Industrie automobile	Renault SAS	8 000
Elancourt	Industrie des équipements électriques et électroniques	Thalès Systèmes Aéroportés SA	3 000
Montigny-le-Bretonneux	Postes et communications	France Telecom	2 800
Guyancourt	Construction	Bouygues bâtiment Ile-de-France	1 600
Montigny-le-Bretonneux	Construction	SAIPEM SA	1 500
Guyancourt	Construction	Bouygues travaux publics	1 200
Montigny-le-Bretonneux	Industrie des équipements électriques et électroniques	EADS Defence Security and Systems SA	1 200
Guyancourt	Industrie des équipements électriques et électroniques	Thalès Optronique SA	1 000
Montigny-le-Bretonneux	Administration publique	Commune de Montigny-le-Bretonneux	1 000
Guyancourt	Gestion des retraites complémentaires	Association groupe Malakoff	1 000

\*chiffres arrondi à la centaine.

Source : Insee, CLAP 2004

INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE

ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France

7, rue Stephenson - Montigny-le-Bretonneux  
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication : Sylvie Marchand

Comité de rédaction : Brigitte Belloc

Rédactrice en chef : Corinne Martinez

Secrétaire de rédaction : Françoise Beauflis

Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France

Maquette : Nathalie Lebraud - Laure Omont

Impression : S. N. Rafal

Gestion des abonnements : Agnès Vavasour

Tél. : 01 30 96 90 75 - Fax : 01 30 96 90 67

Vente par correspondance : Tél. : 01 30 96 90 56 - Fax : 01 30 96 90 27

Internet : www.insee.fr/ile-de-france

Vente sur place : Insee Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 Paris cedex 12

Tél. : 01 53 17 89 39 - Fax : 01 53 17 88 09

ISSN 0984-4724

Commission paritaire n° 2133 AD

Code Sage 10627252

© Insee 2006

Tarif : Le numéro : 2,2 € - Abonnement : - France : 30 € - Etranger : 36 €

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> semestre 2006

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les 2 mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

[www.insee.fr/ile-de-france](http://www.insee.fr/ile-de-france)